COMITE TECHNIQUE DU 18 JUIN 2015

(annule et remplace le document diffusé le 25 juin 2015)

Conformément aux dispositions de l'article 52 du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux Comités Techniques, vous trouverez ci-après les avis émis à l'occasion du Comité technique de l'ONCFS convoqué sur l'ordre du jour suivant :

- Point 1** Approbation du procès-verbal de la réunion du 21 octobre 2014 et suivi des avis ;
 - Point 2** Approbation du règlement intérieur du Comité technique de l'ONCFS
 - Point 3** Modification du livre II du code rural et de la pêche maritime (article L 205-1)
 - Point 4** Etat d'avancement de la réorganisation des directions (DER, DAT)
 - Point 5** Répartition et réduction des effectifs sur la durée du schéma d'emplois 2015 / 2017
 - information sur l'identification des ETP concernés par le quasi-statut
 - information sur l'identification de tous les postes « CDD de longue durée »
 - Point** Le temps de pause
 - Point 7** Information sur le rapport du CIMAP / CGEDD
 - Point 8** Organisation territoriale (SD 50, SD 63 et SID 70 / 90)
 - Point 9** Bilan du transfert des BMI auprès de la direction de la Police
 - Point 10** Bonifications et réductions d'ancienneté des personnels contractuels sou statut 98
 - Point 11** Gestion des réserves de l'ONCFS en lien avec l'AFB.
- Questions diverses

AVIS

Point n° 1 : Adoption à l'unanimité du procès-verbal de la réunion du 21 octobre 2014

Point n° 2 : Adoption à l'unanimité du règlement intérieur du Comité technique.

Point n° 4 : REORGANISATION DES DIRECTIONS OPERATIONNELLES.

I) Au terme de l'exposé de MM. Pierre MIGOT (DER) et de M. SOUBIEUX (DAT par intérim) suite aux réunions du groupe de travail chargé de réfléchir sur le **transfert des missions (hors permis de chasser) de l'actuelle Direction des Actions Territoriales vers la Direction des Etudes et de la Recherche**, les membres du Comité technique ont été amenés à répondre aux quatre questions suivantes :

- Q1 :** Etes vous d'accord pour le transfert à la DER des missions de la DAT (hors permis de chasser) telles que nous venons de les préciser ? : **Avis favorable à l'unanimité des 8 représentants du personnel présents.**
- Q2 :** Etes-vous d'accord avec le nouvel organigramme qui en résulte ? : **Avis favorable à l'unanimité des 8 représentants du personnel présents.**
- Q3 :** Etes-vous d'accord pour que cette nouvelle direction ait pour nom « Direction de la Recherche et de l'Expertise » ? : **Avis favorable à l'unanimité des 8 représentants du personnel présents.**
- Q4 :** Etes vous d'accord pour que les CNERA soient désormais appelés « Unités » ? : **Avis favorable à l'unanimité des 8 représentants du personnel présents.**

A cette occasion de Directeur Général propose en sus et à titre de simplification de modifier l'intitulé de la future Unité « Petite Faune Sédentaire de Plaine » et de le remplacer par Unité « Faune de plaine ». Cette proposition est retenue.

La création de la Direction de la Recherche et de l'Expertise (DRE) en lieu et place de la DER est donc actée.

2) Au terme de l'exposé de M. Hubert GEANT (DP) suite aux réunions et aux **propositions du groupe de travail chargé d'analyser le fonctionnement du dispositif mis en place pour assurer l'examen du permis de chasser et la délivrance du titre permanent**, les membres du Comité technique ont été amenés à répondre aux quatre questions suivantes :

Q1 : Etes vous d'accord pour maintenir une équipe de 25 inspecteurs du Permis de chasser (cat. B) permanents ? compte tenu des difficultés à assurer totalement la mission de service public « examen du permis de chasser » par difficulté à pourvoir les postes d'IPC (25 postes d'IPC, 4 vacants au 1^{er} juin 2015 et une charge de travail en 2014 correspondant à 27,25 ETP travaillés).

Avis émis
2 voix Pour (EFA)
6 voix contre (3 SNE + 3 UNSA)

Q2 : Etes vous d'accord pour que les agents de catégorie C expérimentés puissent faire fonction d'Inspecteur du permis de chasser, sur les postes restés vacants après deux appels à candidatures auprès des agents de catégorie B

Avis émis
2 voix Pour (EFA)
6 voix contre (3 SNE + 3 UNSA)

Q3 : Etes vous d'accord pour confier à des agents de BMI (catégories B ou C) le renfort de l'équipe des Inspecteurs du permis de chasser, dans un travail en binôme, lors des séances d'examen ?

Avis émis
5 voix Pour (3 SNE + 2 EFA)
3 voix contre (UNSA)

Q4 : Etes-vous d'accord pour que l'actuelle division du permis de chasser soit rattachée à la Direction Générale, les conditions de gouvernance de cette unité étant proposées au Comité Technique lors d'une prochaine réunion ?

Avis émis
5 voix Pour (3 UNSA + 2 EFA)
3 abstentions (SNE)

La Direction des Actions Territoriales est donc supprimée en application des avis exprimés au titre des points 1) et 2) - Q4, ci-dessus

Point n° 6 : LE TEMPS DE PAUSE

Pour répondre aux représentants de l'UNSA-Ecologie, le Directeur général a rappelé que dans le respect de la législation et conformément à la jurisprudence, le temps de pause de 20 mn obligatoire toutes les 6 heures (cf. article 11 du règlement intérieur RTT) doit être déduit du temps de travail effectif dès lors que l'agent ne s'est pas vu expressément demander par son employeur de rester à sa disposition afin de réaliser des tâches liées à son activité professionnelle.

Le seul fait pour les agents commissionnés et assermentés d'être en uniforme et de porter une arme de service durant ces pauses ne justifie pas, conformément à la jurisprudence, que celles-ci soient considérées ipso-facto comme temps de travail effectif.

Le Directeur général indique en sa qualité d'employeur des agents commissionnés et assermentés qu'il ne leur demande pas de rester à sa disposition durant ces temps de pause, sauf situations exceptionnelles.

Point n° 8 : ORGANISATION TERRITORIALE

Au terme des différentes réunions de concertation, consultations, missions ... organisées depuis le début de l'année, les membres du Comité Technique sont appelés aujourd'hui à émettre un avis sur l'organisation des services départementaux suivants :

RAI = résidence administrative avec implantation RASI = résidence administrative sans implantation

Service départemental		Projet d'organisation territoriale	Avis émis
de la Manche	50	RAI à Jullouville (SD + Brigade sud) RAI à Carentan (Brigade Nord)	Projet d'organisation validé à l'unanimité des 8 représentants du personnel présents.
du Puy de Dôme	02	RAI l'agglomération de Clermont-Ferrand RAI à Issoire RASI à Riom (pourrait être appelée à terme à disparaître) et fonctionnement en une brigade unique.	Projet d'organisation validé à l'unanimité des 8 représentants du personnel présents.

de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort	70/ 90	RAI à Port sur Saône (70) siège du SID RAI (BB) basée à Etueffont (90) RAI (BB) basée à Lure (70)	Après une suspension de séance demandée à l'initiative du SNE-FSU, les représentants du personnel ont refusé de se prononcer, dans la mesure où le renforcement des effectifs du SID (passage de 12 à 14 agents) souhaité localement à l'appui de cette réorganisation territoriale, n'est pas envisagé pour l'heure par l'Administration, et ce, en l'attente de la nouvelle répartition des effectifs au titre du schéma d'emplois 2015/2017. Projet d'organisation définitive non validé
--	-----------	--	---

Point n° 10 : BONIFICATIONS ET REDUCTIONS D'ANCIENNETE DES PERSONNELS CONTRACTUELS SOUS STATUT 98

Compte tenu de la suppression de la notation chiffrée pour les agents relevant du statut du 29 décembre 1998 modifié et par conséquent des modalités de répartition des bonifications qui y étaient attachées, il est proposé de faire application à ces personnels statutaires des dispositions en vigueur pour les fonctionnaires de l'environnement, à sa voir :

Textes de référence : Arrêté du 24 février 2012 modifié fixant les conditions générales relatives à l'entretien professionnel et à la reconnaissance de la valeur professionnelle des personnels du MEDDE.

Principes :

- Les réductions d'ancienneté sont réparties annuellement.
- La répartition s'effectue dans les conditions suivantes pour les agents visés à l'article 7 de l'arrêté du 24 février 2012 susvisé:
- L'enveloppe de mois de réduction d'ancienneté à répartir est calculée sur 90 % de l'effectif à prendre en considération ;
- l'agent dont la valeur professionnelle a donné satisfaction peut bénéficier d'une réduction d'ancienneté d'un mois dans la limite de l'enveloppe disponible.
- sont exclus de ce dispositif d'attribution de réductions d'ancienneté, les agents au dernier échelon de leur grade.
- Les stagiaires ne sont pas concernés par ce dispositif.

Cette proposition recueille un **Avis favorable à l'unanimité de 8 représentants du personnel présents.**

*
* * *
*

**Le Directeur Général
Président du Comité Technique**

Pour le Directeur général
de l'Office national de la chasse
et de la faune sauvage
Jean-Pierre POLY
et par délégation
La Directrice des ressources humaines

Jocelyne KOE